



Face à Macron UE MEDEF : EN MÊME TEMPS TOUS ENSEMBLE MOBILISATION !

EDITO Enfin, nous y sommes ! Les gouvernements précédents avaient déjà parcouru une bonne partie du chemin, celui dicté par l'UE et le patronat européen, le MEDEF: la stratégie de Lisbonne s'est attaquée aux systèmes éducatifs partout en Europe à coups de « compétences » et de contre réformes structurelles (en France : le Lycée Darcos, l'Université Pécresse, l'École Peillon et le Collège Vallaud-Belkacem).

Las ce n'est pas suffisant : le fondé de pouvoir sis à l'Élysée se sent les coudees franches dans sa guerre de classes. Il a d'abord fait adopter les ordonnances pour faire du droit du travail privé un droit patronal, sur le modèle de l'École de Chicago, des Hayek-Friedman, mis en œuvre pour la première fois par le Chili de Pinochet. Désormais, il s'attaque haineusement à la Fonction Publique et ses statuts (que l'on doit au communiste Thorez) en général avec en première ligne l'Éducation nationale, frappant violemment la jeunesse.

◆ Ainsi Macron, le président des riches, entend **casser le Bac National**

(**Pierre angulaire des conventions collectives et du Statut de la Fonction Publique**), instaurer le chaos dans les Lycées et sélectionner les futurs étudiants pendant leur année de Terminale. Réservant *de facto* l'entrée dans le Supérieur « compétitif » aux seuls jeunes issus de l'élite ! La privatisation de l'Éducation Nationale est lancée.

◆ Ainsi Macron, la tête de ponts des patrons, **après avoir mis en place les « ruptures conventionnelles collectives »** pour le bonheur de P.S.A et consort, veut-il **saigner la Fonction Publique** à coups de départs collectifs ! La mise au pas de la France aux exigences du profit maximal pourrait franchir une nouvelle étape, si nous ne parvenions pas à nous opposer, ensemble, à ce coup de force, contre



notre Histoire, notre langue, notre culture.

C'est une trahison des plus grands moments de l'Histoire de la République – par des anti-républicains. M. Macron gouverne comme un Roi, en faisant assurer par ses représentants, la comédie-tragédie, du « dialogue social » : venez parler, écoutez-nous, et rentrez chez vous. Nous n'en sommes pas encore à la Turquie d'Erdoğan, mais nous n'en sommes pas loin, avec l'état d'urgence permanent.

Nous devons l'empêcher de piétiner le Contrat Social issu des Lumières, de la Révolution et de la Libération et de dissoudre toujours plus notre pays et ses conquêtes émancipatrices, dans l'Union Européenne du Capital prédateur mondialisé.

Pour ce faire Il est temps, pour les forces progressistes sérieuses, honnêtes, non sectaires, de se rencontrer, de se parler, de construire un « tous ensemble » décisif. Les organisations qui rechignent à défendre réellement les intérêts de leurs membres devront alors suivre, dès lors que les travailleurs leur imposeront **cette volonté.**

Euro projet Mathiot Blanquer : pourquoi ils cassent le BAC et les Lycées ?

Dans les faits, les éléments du parcours scolaire/cognitif/culturel, de chacun de nos enfants, via l'Éducation Nationale, sont solidaires, et, la contre-réforme mise en œuvre par les

élites contre cette école républicaine, certainement inégalitaire (à cause de qui?!), s'attaque à tous les éléments, le lycée, l'Université, et le collège aura droit à sa contre-réforme, si nous ne

faisons rien. Tous les enseignants et tous les travailleurs de ces établissements sont donc concernés par ces projets, si rapidement mis en œuvre (Parcours sup, par exemple).

(tourner la page svp)

REJOIGNEZ LE PRCF!

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

CP: _____ Ville: _____

Courriel: _____ Téléphone: _____

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux



Inversement à cette liaison structurelle entre tous les éléments de ce parcours, le projet veut imposer une vraie-fausse «autonomie» des établissements, afin de couper le lien entre toutes et tous. Si chaque établissement particularise, les heures d'enseignement, jusqu'aux pratiques même, avec une logique concurrentielle permanente, entre les établissements, entre les enseignant(e)s, la disparition d'un «récit national», pour parodier les éditocrates et leurs obsessions identitaires/FN, empêchera les uns et les autres de s'entraider, de se comparer avec raison. Et, in fine, c'est le statut même de l'enseignant(e) de la fonction publique qui pour-

ra être détruit, par le joyeux «tous auto entrepreneur».

Inversement à cette liaison structurelle entre tous les éléments de ce parcours, le projet veut imposer une vraie-fausse «autonomie» des établissements, afin de couper le lien entre toutes et tous. Si chaque établissement particularise, les heures d'enseignement, jusqu'aux pratiques même, avec une logique concurrentielle permanente, entre les établissements, entre les enseignant(e)s, la disparition d'un «récit national», pour parodier les éditocrates et leurs obsessions identitaires/FN, empêchera les uns et les

autres de s'entraider, de se comparer avec raison. Et, in fine, c'est le statut même de l'enseignant(e) de la fonction publique qui pourra être détruit, par le joyeux «tous auto entrepreneur».



MACRON = DANGER

BAC national
+ Statuts
+ Université
+ Code du travail
+ Conventions collectives
+ Salaires
+ Sécu & retraite

= même combat !
TOUS ENSEMBLE EN MEME TEMPS

PRCF - WWW.INITIATIVE-COMMUNISTE.FR - @PRCF
Place aux travailleurs : rejoignez le PRCF dans la lutte!

Une mobilisation à organiser pour gagner !

C'est la guerre sociale que nos élites nous ont déclaré. Depuis que le projet Mathiot/Blanquer est connu, diffusé, c'est, partout, la révolte, la colère, la mobilisation. Ils veulent aller vite : nous devons aller vite. Les organisations syndicales vont-elles être à la hauteur de la situation, au rendez-vous ? Les syndiqués doivent peser. Il ne faut pas que le scénario des luttes contre la loi El Khomri et contre les ordonnances se répètent. Nous n'en pouvons plus. Une coordination nationale s'est mise en place. Nous la saluons. Les adhérents du PRCF y apporteront une parole exigeante et unitaire.

Tous ensemble empêcher :

- la *dénationalisation de l'enseignement secondaire public*, la *concurrence entre lycées publics* et plus encore, entre enseignement public et enseignement privé
- la destruction du *statut national des professeurs* et des autres personnels de l'Education nationale, héritage du CNR (très précisément, du ministre d'Etat et ancien mineur Maurice Thorez, auquel on doit aussi le statut des personnels du sous-sol...)
- la *fin programmée de la laïcité scolaire*, chape de plomb idéologique tombant sur une école publique déjà largement en voie, hélas, de caporalisation par l'idéologie dominante quand ce n'est pas directe-

ment par le MEDEF. C'est que *diplôme national, statut national, Education nationale et laïcité scolaire forment un bloc institutionnel progressiste* dont la *cohérence clairement républicaine, laïque et nationale*, doit être *globalement défendue*

- *l'abaissement dramatique des salaires des travailleurs du privé*. Car ce sont les salariés du privé, que cible la casse programmée du lycée, du bac national et de l'Université « à la française ».

Depuis le Front populaire (1936), qui imposa les premières conventions collectives de branche, et le gouvernement de la Libération issu de la Résistance, où le ministre communiste, ex-dirigeant de la fédération CGT de la Métallurgie Ambroise Croizat généralisa lesdites conventions, les contrats de travail du privé sont ancrés sur les diplômes et sur les qualifications garantis par l'Education nationale et par l'Université (laquelle dispose encore du « monopole de la collation des grades », un principe qu'a déjà ébréché Sarkozy au profit des « universités » privées).

Les conventions collectives sont en effet adossées aux grades scolaires et universitaires, CEP, CAP, brevet, bac, bac + 2, + 3, + 4, etc. et c'est à partir de cela que le salaire, lié à la qualification nationalement certifié, et est censé échapper à l'arbitraire

patronal direct, est nationalement cadré, ce qui donne évidemment un avantage majeur aux travailleurs, comme tout ce qui dépasse le cadre de l'entreprise et du rapport des forces individuel entre patron et salarié. Le lien à échelle nationale qualification/salaire, que complète le principe de la *cotisation sociale* fondateur de la Sécu et des retraites par répartition (elles aussi instituées par le communiste A. Croizat...) solidarise ainsi *objectivement, et pas seulement sentimentalement...* l'Education nationale, ses diplômes, les agents publics, notamment les enseignants, et par leur entremise, tous les agents publics, aux travailleurs du privé ; *la destruction du bac national et, dans la foulée, n'en doutons pas, des statuts nationaux, serait un coup terrible pour tous les travailleurs.*

Leur politique de classe est désormais clairement perçue comme telle par de plus en plus de travailleurs. Que nous soyons fonctionnaire ou salarié du privé, chômeur, nous sommes toujours plus unis par nos conditions de vie et de travail. **Les communistes du PRCF vous appellent à rejoindre, impulser, animer, les luttes, et à rejoindre le PRCF.**

Pour lire des textes complémentaires sur notre engagement face à cette contre-réforme historique, retrouvez-nous sur notre site, Initiative Communiste, et lisez notre mensuel. www.initiative-communiste.fr

Je m'abonne à Initiative Communiste journal mensuel du PRCF

- Offre découverte: 3 mois gratuits; sans aucune obligation d'achat!!!
- Un an = 24 Euros (20€ chômeur / étudiant)
- 6 mois = 12 Euros (10€ chômeur / étudiant)

Nom:..... Prénom:.....

Courriel:..... Tel:...../...../...../...../.....

Adresse:.....

CP:..... Ville:.....

Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser au journal: BP 30111, 62802 LIEVIN Cedex

Contact:

www.prcf.fr

@PRCF_

Facebook.com/

PRCF.Initiative.Communiste

FSC vous connaissez ? Le Front Syndical de classe, une assoc' pour renforcer le syndicalisme de classe et de masse, le syndicalisme gagnant pour les travailleurs.